

ALERTE



Monsieur Edouard Philippe
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 10 décembre 2018

Monsieur le Premier Ministre,

Dès les premiers jours de votre gouvernement, les associations de lutte contre l'exclusion ont présenté leurs propositions concernant la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des plus précaires et des personnes mal-logées.

Les mobilisations sociales actuelles témoignent d'une forte demande de revalorisation du pouvoir d'achat des salariés modestes et des personnes en situation de précarité qui n'arrivent plus à faire face à leurs dépenses quotidiennes de logement, de transport, d'alimentation ou de loisir. En effet, des décisions prises ces derniers mois, sont venues dégrader la situation des personnes les plus précaires, mais aussi de toutes celles aujourd'hui tout juste au-dessus du seuil de pauvreté, et qui craignent un déclassement durable. Vous avez en effet décidé la désindexation des retraites, des allocations familiales et des allocations logement, qui contribuent pourtant fortement à réduire la pauvreté et son intensité. En parallèle, les possibilités d'accès au logement des ménages les plus modestes ont été réduites, par les économies réalisées dès 2018 sur les aides logement, qui se poursuivront en 2019, et par les mesures prises envers les bailleurs sociaux, qui diminuent leur capacité à entretenir le parc existant mais également à produire des logements accessibles aux ménages à bas revenu. Aux côtés de l'augmentation des prix de l'énergie, ce sont aussi ces décisions qui nourrissent la crise sociale actuelle, tant elles diminuent la capacité de nos concitoyens les plus modestes de vivre dignement et de répondre à des besoins fondamentaux : se loger, s'alimenter, se soigner, pouvoir participer à la vie sociale mais aussi pouvoir occuper un emploi. Pour engager une véritable transition écologique et solidaire, nous pensons indispensable de renoncer aux coupes budgétaires effectuées sur les prestations visant à aider les ménages les plus pauvres. Nous demandons la revalorisation du RSA et son ouverture à 18 ans, la ré-indexation des allocations familiales et des allocations logement, ainsi que des mesures favorisant la rénovation thermique des logements, à la fois pour réduire les charges pesant sur les ménages et limiter les dépenses énergétiques.

Pour aider les ménages aux ressources modestes à accéder et se maintenir dans leur logement, nous proposons dans le budget 2019 une revalorisation des APL, un moratoire sur les coupes budgétaires affectant le logement social ainsi que la mise en œuvre de l'encadrement des loyers dans les grandes métropoles.

Dans le même temps, il faut lutter activement contre le non recours aux droits sociaux, notamment en simplifiant les démarches administratives tout en donnant un égal accès au numérique à chacun, pour éviter que des territoires mal équipés ne se voient privés d'accès aux droits.

Vous avez indiqué qu'une consultation nationale serait engagée sur la transition énergétique, le système fiscal et la dépense publique ; les associations qui luttent contre l'exclusion et la pauvreté demandent à y participer en raison de leur engagement et de leur connaissance des besoins des personnes les plus précaires. La participation de ces personnes à ce débat nous paraît d'ailleurs essentielle et elle peut être organisée à partir des instances qui les réunissent aujourd'hui, notamment les conseils régionaux des personnes accompagnées.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour le collectif Alerte,



François Soulage, Président

Pour le collectif des associations unies



Christophe Robert Délégué général de la
Fondation Abbé Pierre



Florent Guéguen, Directeur de la
Fédération des acteurs de la solidarité